

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 9 juin 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur 

CÉDILOR

rue du bois de Coulange
Malancourt la Montagne
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE_CEDILOR_2023-06-05_RAPVI_AN-SEVESO-SGS_RPE_25021
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 avril 2023 dans l'établissement Cédilor implanté rue du bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 13 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action collective nationale "Accidentologie Seveso - SGS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cédilor
- rue du bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville
- code AIOT : 0006201477
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : oui

La société Cédilor exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- système de gestion de la sécurité (SGS)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
4	Suivi des défaillances de MMR	arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, article 7-5 (partiel)	/	sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements	code de l'environnement du 31/03/2023, article R512-69	/	lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents et accidents	arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, article 8	/	sans objet
2	Mode de recensement des événements et mode de filtre	arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, annexe I – 6 (partiel)	/	sans objet
3	Exploitation des retours d'expérience (REX)	arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, annexe I – 6 (partiel)	/	sans objet
6	Test de la MMR1	étude de dangers EDD réexamen du 03/03/2017	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate les non-conformité suivante :

- absence de signalement à l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, de tout incident ou accident survenu sur le site du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. L'inspection propose de rappeler l'exploitant à son obligation par lettre de suite préfectorale (point de contrôle n°5) ;
- absence d'enregistrement des défaillance de MMR : compte tenu de l'action de l'exploitant suite à la visite, l'inspection ne propose pas de suite (point de contrôle n°5).

L'inspection n'a pas d'observations sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents et accidents

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié , article 8
Thème(s) : actions nationales 2023, existence d'un SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Vu le système de gestion de la sécurité (SGS) présenté par l'exploitant (version révisée de décembre 2022) comprenant tous les items prescrits : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Mode de recensement des événements et mode de filtre

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, annexe I – 6 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention. [...]
Constats : Le schéma de détection/signalement/collecte des incidents et accidents repose sur la surveillance par les opérateurs du site par rondes et par suivis sur tableaux de contrôle (remontée des outils numériques de surveillance). Tous les événements font l'objet d'une fiche de signalement. L'exploitant dispose de deux outils de cotation de la gravité : <ul style="list-style-type: none">• une grille de classement nommée "Tableau de bord direction", basée sur cinq items (Sécurité, Environnement, Qualité, Exploitation) et quatre niveaux de gravité (1 à 4, dont les critères d'appréciation sont précisés pour chaque item). Cette grille définit notamment le niveau de remontée d'information (local/directeur du site et chefs de service, comité de direction CEDILOR, niveau national SARPI, niveau national VEOLIA) en fonction de l'application d'une échelle de gravité de gravité interne à l'entreprise. Seuls les niveaux de gravité 3 et 4 de l'item "Environnement" font l'objet d'un signalement à la DREAL, sans qu'il soit possible d'établir une correspondance claire avec les critères de l'échelle européenne de gravité des accidents industriels (non réglementaire).• une fiche de cotation de la gravité des événements qui définit quatre types d'événements : 2 types d'incident (information au niveau national ou non), événement significatif, événement majeur). Cette fiche ne mentionne pas spécifiquement de seuil d'information de l'inspection mais l'exploitant explique déclencher celle-ci à la gravité "événement significatif", qui semble équivalent .

<p>L'inspection constate que cette matrice prend partiellement en compte, mais avec un degré de précision et de gradation moindre, les critères de l'échelle européenne de gravité des accidents industriels (non réglementaire), avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de seuils pour plusieurs items, notamment le nombre de blessés (absence par ailleurs du critère "nombre de morts"), la quantité de matières épandues et les conséquences environnementales ; • une faible prise en compte des conséquences sociales. <p>Si la matrice de gravité de l'exploitant ne correspond pas à l'échelle européenne, on peut considérer qu'elle permet de définir des niveaux d'événements équivalents aux niveaux incident/accident/accident majeur.</p> <p>L'inspection note l'absence de lien ou correspondance entre les deux outils de cotation, qui visent certes globalement des objectifs différents mais sont aussi destinés à l'information de l'inspection.</p> <p>Les incidents et accidents sont saisis dans un logiciel accessible par tous les niveaux hiérarchiques ou opérationnels potentiellement concernés. L'inspection constate que la classification des événements saisis pour les années 2020, 2021 et 2022 est conforme à la matrice de gravité de l'exploitant et a contrôlé par sondage la saisie des informations, jugée correcte, pour trois incidents .</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Exploitation des retours d'expérience (REX)

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié, annexe I – 6 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, exploitation des retours d'expérience (REX)
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure de retour d'expérience qui s'appuie sur les événements recensés en interne sur l'ensemble des sites gérés par le groupe VEOLIA, ainsi que sur les informations issues des accidents et incidents ayant affecté la profession (y compris à l'international), données par les instances professionnelles.</p> <p>La grille de classement nommée "Tableau de bord direction" (cf point de contrôle n°2) détermine également la procédure (enregistrement, flash d'information QSE, analyse complète QQQQCP, suivi des actions QSE) et le niveau de retour d'expérience, local à national .</p> <p>L'inspection a contrôlé, par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • trois fiches de REX local <ul style="list-style-type: none"> - "Flash situation dangereuse" du 25/01/2023 : circulation dans la zone broyeur 2A ; - "Flash accident" du 12/12/2023 : dégagement gazeux de vapeurs soufrées au laboratoire ; - "Flash presque accident" du 30/11/2023 : chute de couvercle de cuve ; • une fiche "REX accident" du 22/08/2022 relatif à un accident sur un autre site du groupe SARPI : "inhalation d'hydrogène sulfurique / site de Auby". La fiche analyse l'adaptation au site CEDILOR et rappelle les mesures de sécurité à mettre en oeuvre ; • un FLASH REX (info du groupe VEOLIA) diffusé en 2022 relatif à un accident lié à une activité similaire à celle de CEDILOR : "accident mortel sur le site de JINING (Chine)". <p>Ces REX analysent la gravité réelle et la gravité potentielle de l'évènement et prévoient les actions</p>

correctives à mettre en place et éventuellement l'adaptation des procédures
L'inspection constate que le réexamen de l'étude de dangers (version du 03/03/2017) analyse et prend en compte les REX.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Suivi des défaillances de MMR

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7-5 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, existence d'un SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées et, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p> <p>À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers, le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate lors de la visite que l'exploitant n'enregistre pas les défaillances de MMR comme évènements dans son logiciel de gestion (APIA) : elles sont seulement notées sur les registres de maintenance propres à chaque pôle d'exploitation.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a justifié, par courriel du 05/06/2023, l'ajout des défaillance de MMR dans les événements enregistrés dans APIA, module "Suivi des situations indésirables".</p> <p>L'inspection note que ce module :</p> <ul style="list-style-type: none"> • comprend 9 items couvrant un spectre plus large que celui des risques ICPE, notamment les accidents du travail ; • n'a pas de correspondance avec la fiche de cotation de la gravité (cf point de contrôle 2) des événements industriels, qui en définit les typologies : une extraction de ces données n'est donc pas facilitée.
<p>Observation :</p> <p>Compte tenu de l'action de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des évènements

Référence réglementaire : code de l'environnement du 31/03/2023, article R512-69
Thème(s) : actions nationales 2023, déclaration et analyse des causes des évènements
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> la grille de classement nommée "Tableau de bord direction" et la fiche de cotation de la gravité des évènements (cf point de contrôle n°2), qui définissent des seuils d'information de l'inspection ; les notes synthétiques annuelles transmises par l'exploitant, présentant l'ensemble des accidents ou incidents survenus dans l'année du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 (contrôle par sondage sur les années 2020, 2021 et 2022) ; l'absence de signalement à l'inspection d'une partie de ces accidents ou incidents par l'exploitant pour les années 2020, 2021 et 2022, en dehors des notes synthétiques annuelles. <p>L'inspection constate que l'exploitant ne déclare pas dans les meilleurs délais à l'inspection tout incident ou accident survenu sur son site du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p>
<p>Observation : L'inspection propose d'envoyer à l'exploitant une lettre préfectorale de suite lui demandant d'appliquer la prescription contrôlée en informant l'inspection dans les meilleurs délais de tout incident ou accident survenu sur son site du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p>
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite

N° 6 : Test de MMR

Référence réglementaire : étude de dangers (version du 21/09/2020) : MMR1
Thème(s) : actions nationales 2023, test de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Test d'extinction des fosses à broyats et fosses à pâteux
Constats : cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet